



Rennes, le 19/05/2020

Nos fermes bios et durables font leurs preuves : soutenez-nous pour accélérer la transition vers un nouvel horizon agricole et alimentaire.

Lettre ouverte aux citoyen-ne-s d'Ille-et-Vilaine

Explosion des ventes de produits locaux de qualité, ventes directes à la ferme ou en magasins fermiers multipliées par deux ou par trois, magasins spécialisés bio dévalisés : la nouvelle crise sanitaire que nous vivons aura marqué un rapprochement entre le monde citoyen et le monde paysan sans commune mesure, une attente et une attention particulière des citoyens envers ce monde paysan qui aura dû parfois se réorganiser, innover et mettre les bouchées doubles.

L'épisode Coronavirus est un révélateur puissant de la fragilité de notre système agricole et alimentaire.

La première puissance agricole européenne qu'est la « Ferme France » (tant vantée) a vacillé au risque de s'écrouler par sa forte dépendance à l'exportation mondialisée et aux travailleurs détachés précarisés. Son industrialisation et sa logique de spécialisation des productions par ferme a démontré, une fois de plus, sa fragilité et son manque de résilience en cas de crise. Et malgré les volumes engendrés par ce garde-manger qu'est la France, il y a eu pénurie sur certains biens de première nécessité. C'est donc par les **choix d'orientation agricole** que la souveraineté alimentaire d'un pays et la survie d'un pan tout entier de l'économie sont en jeux.

Il est temps d'assurer la transition écologique, pour des territoires résilients face aux aléas de demain

Nous, paysannes et paysans, sommes engagé-e-s depuis très longtemps autour d'un **modèle agricole nourricier productif, de fermes bordées de haies et à la biodiversité préservée, d'animaux élevés au grand air** et pâturants évidemment. Les légumes, céréales et fourrages y sont cultivés sans pesticides ou avec réduction de ces derniers par volonté d'évolution des pratiques. La diversification des productions et des mises en marchés sont autant d'atouts pour répondre aux besoins du territoire et préserver l'autonomie financière et de décision des fermes.

Ces enjeux ne sont pas nouveaux non plus pour certain-e-s élu-e-s et une partie de la population de notre département. C'est donc un projet de société que nous voulons voir généraliser par l'encouragement et l'orientation des décisions politiques locales, nationales et européennes. Il faut urgemment changer la PAC : pour cela, contribuez au débat public sur l'agriculture ! <https://impactons.debatpublic.fr/>

Multiplions les logiques de proximité

Les territoires qui ont les circuits de proximité les plus développés sont aussi les plus autonomes et agiles pour assurer la sécurité alimentaire de leur population¹. Beaucoup de Communauté de Communes ont déjà franchi le pas de la réflexion pour l'action avec la mise en place d'un Plan Alimentaire Territoriale (PAT²), diagnostic permettant de prioriser et relocaliser le lien production/alimentation. Il associe tous les acteurs d'un territoire que sont les citoyens, agriculteurs, cantines, associations, entreprises, Ehpad avec pour objectif partagé un accès pour toutes et tous aux produits locaux de qualité et ainsi éviter la fracture entre et au sein des territoires. Ces filières relocalisées sont également de formidables **pourvoyeurs d'emplois, de valeur ajoutée préservée et d'entreprises à taille humaine**. Soutenons nos élus engagés et encourageons ceux qui devront franchir ce cap. Incitons les breitilliens à créer des commissions citoyennes agricoles.

En favorisant l'installation et la préservation des terres agricoles

Dans une logique de relocalisation, la demande de produits locaux va augmenter. Pour y répondre, il est essentiel d'encourager l'installation agricole. Les responsables politiques y contribuent par les aides allouées. Les citoyens peuvent aider en participant à l'achat de ferme (par Terre de Liens par exemple). Enfin, nous, paysannes et paysans, y contribuons en **transmettant nos fermes** et en appuyant les **outils de formation et d'accompagnement favorisant l'installation de nouveaux agriculteurs**.

Le foncier est la clé pour ces futur-e-s intallé-e-s : s'il se raréfie, les prix monteront et la terre sera inaccessible. **Préservez nos terres agricoles** en refusant l'artificialisation inutile des terres agricoles (parkings, centres commerciaux superflus).

Relocaliser notre agriculture : c'est possible si on s'y met tous et toutes !

Les plans de relance locaux, nationaux et européens qui vont se succéder, n'auront de sens que s'ils dessinent une transition écologique et sociale. Pour l'agriculture, mais pas que, cela passera nécessairement par la relocalisation. Soyons-en acteurs chacun à notre échelle.

Contacts :

Confédération Paysanne 35 – Charlotte Kerlonou-Mellier, Porte-parole – 06.76.26.49.78

ADAGE – Samuel Dugas, Président – 06.04.44.20.88

Agrobio 35 – Arnaud Daligault, Président – 06.72.22.29.88

Brin d'Herbe – Gwénaél Floc'h, Producteur – 06.77.50.17.26

CIVAM 35 IT – Jean-Louis Lapouge, Administrateur – 06.77.50.57.02

Terre de Liens – Jean Lestienne, Co-président – 02.99.77.36.71

Le Goût d'ici – Josic Prioul, Co-président – 06.77.99.09.22

¹Com presse FNAB 23/04/2020 : https://www.fnab.org/images/23042020_CP-FNAB_AgriTransitionEcologique.pdf

²Prévus dans la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 (Art 39), les projets alimentaires territoriaux sont élaborés de manière concertée à l'initiative de l'ensemble des acteurs d'un territoire. Ils s'appuient sur un diagnostic partagé faisant un état des lieux de la production agricole locale et du besoin alimentaire exprimé au niveau d'un bassin de vie ou de consommation, aussi bien en termes de consommation individuelle que de restauration collective.